



## **CIRCULAIRE N° 3171 DU 11/06/2010**

<b>CIRCULAIRE</b>			Projet
<b>OBJET</b>	<b>APPELS A PROJETS DANS LE CADRE DU DECRET DU 13 MARS 2009 RELATIF A LA TRANSMISSION DE LA MEMOIRE DES CRIMES DE GENOCIDE, DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE, DES CRIMES DE GUERRE ET DES FAITS DE RESISTANCE OU DES MOUVEMENTS AYANT RESISTE AUX REGIMES QUI ONT SUSCITE CES CRIMES</b>		
<b>DESTINATAIRE</b>	Direction	Primaire / secondaire / supérieur	
<b>RÉSEAUX</b>	Tous		
<b>PÉRIODE</b>	1er septembre – 15 octobre 2010		

- A Monsieur le Ministre-Président de la Communauté française ;
- A Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur ;
- A Madame la Ministre de l'Enseignement obligatoire ;
- A Monsieur le Ministre-Membre du Collège de la Commission communautaire française chargée de l'Enseignement;
- A Monsieur l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la recherche scientifique ;
- A Mesdames et Messieurs les Directeurs (trices)-Présidents(tes) des Hautes Ecoles, des Instituts Supérieurs d'Architecture, des Ecoles Supérieures des Arts ;
- Aux Pouvoirs Organisateurs des établissements d'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et spécialisé subventionnés par la Communauté française ;
- Aux Chefs des établissements d'enseignement fondamental et secondaire ordinaire et spécialisé organisés ou subventionnés par la Communauté française;
- Aux Organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs ;
- Aux Administrateurs (trices) des Internats et des homes d'accueil.

**Pour information :**

- Au service général de l'Inspection ;
- Aux organisations syndicales ;
- Aux fédérations de pouvoirs organisateurs ;
- Aux Associations de Parents.

<b>ÉMETTEUR</b>	Administration – Secrétariat général
<b>SIGNATAIRE</b>	Frédéric DELCOR
<b>CONTACT</b>	Philippe PLUMET (02 690 83 52, <a href="mailto:philippe.plumet@cfwb.be">philippe.plumet@cfwb.be</a> ) / Michel HERODE (02 690 83 54, <a href="mailto:michel.herode@cfwb.be">michel.herode@cfwb.be</a> ) / Marie-Pierre LABRIQUE (02 690 83 53, <a href="mailto:marie-pierre.labrique@cfwb.be">marie-pierre.labrique@cfwb.be</a> )
<b>DOCUMENTS A RENVoyer</b>	<b>Oui</b>
<b>DATE LIMITE D'ENVOI</b>	<b>15 octobre 2010</b>
<b>MOTS-CLÉS</b>	Appels à projets – mémoire – crimes de génocide – crimes contre l'humanité – crimes de guerre – mouvements et faits de résistance

Madame, Monsieur,

La connaissance du passé constitue une pierre angulaire de la construction du futur. La transmission de la mémoire des génocides, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre est, en ce sens, indispensable. Il est primordial de fournir les outils aux générations nouvelles pour qu'elles puissent décrypter le monde dans lequel elles vivent.

Face à la négation radicale de la dignité humaine, des hommes et des femmes ont par ailleurs posé des actes d'une très grande humanité et d'une parfaite abnégation. Ceux-ci méritent aussi d'être connus des jeunes générations.

C'est pourquoi le Gouvernement de la Communauté française a adopté un décret<sup>1</sup> s'adressant plus particulièrement aux jeunes générations et organisant le financement des associations et des projets qui visent à transmettre la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre ainsi que la mémoire de la résistance à ces crimes.

Dans le cadre de ce décret, la Communauté française lance :

- un appel à projets visant à recueillir, à valoriser, à exploiter ou à préserver des témoignages ;
- un appel à projets visant à organiser des visites de lieux de mémoire et des séminaires à destination des enseignants ;
- un appel à projets en lien avec l'objet du décret à l'exclusion des projets visés par les deux appels à projets précités. Dans le cas de ce dernier appel, les projets éligibles peuvent revêtir des formes diverses (exposition, représentation théâtrale, production écrite ou audio-visuelle, activités de sensibilisation et d'information, etc.).

Ces appels à projets sont ouverts du 1<sup>er</sup> septembre au 15 octobre 2010.

Seules les candidatures remises par des personnes morales sans but lucratif ou par des établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française sont recevables (art. 15 § 1<sup>er</sup> du décret).

Le projet proposé par un établissement scolaire peut également s'inscrire dans le cadre de la mise en place d'activités interdisciplinaires pour une citoyenneté responsable et active prévues par le décret relatif au renforcement de l'éducation à la citoyenneté<sup>2</sup>. Il doit être approuvé par le chef d'établissement, être mené dans une optique pluridisciplinaire et s'inscrire dans le cadre des matières d'enseignement.

---

<sup>1</sup> Décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes (Moniteur belge 3 avril 2009).

<sup>2</sup> Décret du 12 janvier 2007 relatif au renforcement de l'éducation à la citoyenneté responsable et active au sein des établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française (Moniteur belge 3 mars 2007)

Les textes de ces appels à projets et les formulaires à compléter pour y répondre pourront être téléchargés sur le site de la cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie [www.enseignement.be/dob](http://www.enseignement.be/dob) ou obtenus sur demande auprès de celle-ci à partir du 16 août 2010. Hormis quelques modifications limitées, ces documents seront identiques aux textes des appels et formulaires à compléter utilisés en 2009. Ceux-ci peuvent être consultés sur le site de Démocratie ou barbarie

Pour plus d'information :

Cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie

Ministère de la Communauté française / Secrétariat général – Service d'appui

Boulevard Léopold II, 44

1080 Bruxelles

[dob@cfwb.be](mailto:dob@cfwb.be)

02 690 83 52/53/54

Je vous remercie de transmettre cette information aux membres de votre équipe pédagogique susceptibles d'être intéressés par ces appels à projets.

**Le Secrétaire général,**

**Frédéric Delcor**